

Ahmed Tlili

LETTRE À BOURGUIBA

(janvier 1966)

Au seuil de la dixième année d'indépendance, et au moment où le peuple tunisien traverse l'une des phases les plus critiques de son histoire, mon devoir me commande d'insister encore une fois auprès de vous pour demander de repenser, sans passion, la politique ou, plus exactement, les méthodes de gouvernement qui ont conduit la Tunisie à une situation si grave aujourd'hui qu'elle risque de devenir, dans un proche avenir sans issue.

Conçu et rédigé dans le maximum de sérénité, le présent message n'a d'autre sens que celui de me permettre de continuer à contribuer, dans la mesure de mes modestes moyens, au service de ce peuple pour lequel nous avons tant souffert ensemble, en même temps, de tacher d'éviter à votre noble et longue mission un échec que l'histoire ne manquera pas d'associer à votre nom.

Ce double souci s'explique à la fois par ma volonté de persévérer dans l'action en faveur de notre peuple, aux destinées duquel vous présidez maintenant et par la vieille amitié qui nous lie et qui m'incite à vous rappeler la phrase historique que vous avez prononcée, les larmes aux yeux, devant le Bureau Politique du Parti, le jour où vous avez été investi des responsabilités du Pouvoir : « *La tache qui m'attend est trop lourde pour que je puisse l'assumer sans votre concours : s'il m'arrive de me tromper, votre devoir est de me reprendre* ».

La même émotion, que je ressentais à l'époque, ou que j'écoutais attentivement ces propos, me saisit à l'instant même où j'écris ces lignes pour vous convaincre des véritables réalités tunisiennes actuelles, des dangers qu'elles comportent et des solutions possibles faciles à adopter dans l'immédiat en vue d'y parer à temps. Car le panorama de la vie publique tunisienne actuelle semble à l'observateur superficiel et même à certains dirigeants caractérisé par quatre traits dominants :

1. I. Un pouvoir fort exercé exclusivement par le Chef de l'Etat
2. II. Une gestion saine et efficiente des affaires politiques économiques et sociales.
3. III. Une satisfaction générale marquée par l'approbation unanime de toutes les couches de la population.
4. IV. Et enfin, comme corollaire, la stabilité réelle et la confiance totale en l'avenir.

Or ce ne sont là que des apparences cachant des réalités nettement différentes sinon contraires qui appellent un examen minutieux et objectif de la situation sous peine de se trouver un jour dépassé par les événements.

UN PEUPLE ACCUSE DE MANQUE DE MATURITE

Le meilleur moyen d'arriver à une conclusion positive est de commencer par faire une courte rétrospective sur notre passé récent pour en dégager les enseignements susceptibles de vous aider à trouver la solution du problème.

Notre succès dans la phase de lutte pour la libération nationale est dû en majeure partie, à deux constantes que nous n'avons jamais perdues de vue et qui ont toujours guidé notre action, à savoir :

1) Un régime qui s'impose à un peuple par la force et refuse de l'associer à la gestion de ses propres affaires est fatalement voué à l'échec. La meilleure preuve en a été fournie par notre propre accession à l'indépendance. Le peuple tunisien, qui est pourtant l'un des plus petits de la terre, est arrivé, parmi les premiers, à secouer la tutelle de l'une des plus grandes nations du monde, précisément parce que le régime du protectorat, qui lui avait été imposé par la force, s'obstinait à vouloir considérer indéfiniment le peuple tunisien comme mineur et lui refusait son droit naturel à se gouverner lui-même. Toute notre argumentation à l'époque tendait à démontrer le contraire parce que nous étions convaincus de la maturité de notre peuple et de son aptitude à assumer pleinement les responsabilités publiques. Ce qui a été prouvé dans une première étape par sa victoire sur le régime du protectorat.

2) Aucun progrès notable ne peut être accompli sur le plan économique et social dans le cadre d'un système politique où le peuple, qui est le principal intéressé en la matière, n'a aucun droit de regard c'est-à-dire ne participe pas au pouvoir de décision. C'est là d'ailleurs, le différend essentiel qui nous opposait aux fractions de Tunisiens sincères qui nourrissaient, la chimère de vouloir réaliser indirectement les aspirations populaires par la voie d'œuvres économiques ou sociales entreprises dans un contexte où l'administration du pays et son contrôle leur échappaient totalement. Et c'est la raison pour laquelle toutes leurs tentatives ont successivement échoué l'une après l'autre, consacrant ainsi la justesse de nos vues et donnaient la priorité à la prise du pouvoir par le peuple pour lui permettre de réaliser lui-même sa promotion dans les domaines où il se trouvait en retard.

Ce sont ces deux principes-clef qui ont présidé à la naissance du mouvement national au début du siècle d'où le nom Parti et sa signification. Ils ont été aussi à la base de la crédibilité du Néo-Destour, de sa force, de son dynamisme, de ses structures démocratiques ainsi que du regroupement autour de toutes les forces saines de la nation à une époque où, pendant très longtemps, ses véritables membres représentaient numériquement moins de 1% de la population. Il a pu ainsi accomplir des miracles malgré l'existence d'adversaires nombreux et variés dont le plus irréductible était la coalition colonialiste. Malheureusement, à partir de 1960 la valeur de ces deux principes a commencé à être négligée pour se trouver aujourd'hui complètement ignorée. Les conséquences de cette évolution ont été d'abord la baisse progressive de l'enthousiasme populaire aussi bien dans l'ensemble du pays qu'au sein même du PARTI. puis l'apathie, la résignation, le mécontentement diffus et enfin l'hostilité larvée quasi générale.

Dans une coupure réelle et effective entre le peuple et son régime. A ce stade de la situation la confrontation des références trompeuses avec les réalités vraies s'impose comme une nécessité urgente et impérieuse si l'on veut éviter l'irréparable. En effet, la presque totalité des tunisiens applaudit à peu près chaque jour en chœur pendant que toute la presse et la radio chantent à longueur de journée les louanges du régime. Mais pris Individuellement chacun critique en privé. Ces critiques très souvent fondées arrivent à se cristalliser autour de dénominateurs communs d'ordre politique, économique ou sociaux pour provoquer périodiquement des réactions sporadiques telles que les manifestations spontanées de Djlass, Kairouan, Msaken ou Sidi Ali Rais qui se terminent dans la répression souvent sanglante. Plus grave encore est l'action clandestine. Incontrôlée et Incontrôlable qui se traduit par la distribution de tracts, les Inscriptions séditieuses sur les murs pour s'organiser progressivement en conspirations qui se trament dans l'ombre dont l'une a abouti au complot de 1962 qui a failli emporter tout le régime.

Parallèlement, se développe hors des frontières une autre opposition, non moins dangereuse, due au nombre toujours croissant de réfugiés politiques fuyant le pays, auxquels s'adjoignent les émigrés économiques qui n'arrivent pas à trouver d'emploi et constituent avec les premiers, un peu par-tout, des noyaux d'une opposition organisée mais animée par la seule hantise d'abattre le régime par la violence, toujours prête à utiliser tous les moyens dont elle peut disposer en faisant appel à l'aide étrangère quelle que soit sa forme ou son origine.

Cette opposition extérieure se trouve par surcroît renforcée par un apport constant de travailleurs à l'étranger dont le mécontentement provient de leurs conditions de vie déplorable, aggravée par l'indifférence à leur égard des représentations diplomatiques de leur pays. Elle acquiert encore plus de consistance et surtout plus de conscience et d'organisation en contact et avec la participation d'éléments estudiantins déçus par la politique nationale de leur pays et décidés à rester à l'étranger au terme de leurs études.

L'ensemble de ces oppositions dues au mécontentement constitue, malgré leur apparente disparité, un facteur important de menace sérieuse. Il peut, par lui-même, si des circonstances propices se présentent renverser le régime. A défaut il peut provoquer, consciemment ou non, l'intervention, d'autres forces internes ou externes dont l'action, isolée ou conjuguée avec les premières citées risque fort d'être décisive pour déboucher sur un coup d'Etat qui entraîne le pays dans une ère où dictateurs se succéderont interminablement compromettant la promotion du peuple pour plusieurs générations. Face à ces dangers, sur quoi repose actuellement le régime ?

Les forces vives de la nation groupées au sein d'organisations populaires authentiques et bien structurées ont été, soit éliminées, soit transformées en simples instruments d'exécution. Une réaction populaire favorable à la défense du système actuel est donc à écarter. Même si on la suscitait et la conduisait à l'occasion pour défendre le régime, elle resterait sans effet parce que les structures démocratiques qui lui donnaient vie, dynamisme, foi et vitalité ont été toutes détruites pour céder la place à de véritables appareils administratifs dont les fonctionnaires nommés se bornent à une routine quotidienne parce que mus uniquement par le mobile de l'intérêt personnel comme on va le voir un peu plus loin. Ils réagiront exactement comme avaient réagi les fonctionnaires du régime colonial devant l'offensive du mouvement national.

La dérive sécuritaire.

C'est ainsi que les effectifs de l'armée ont plus que doublé par rapport à ceux du temps du protectorat. La police a plus que triplé pendant que la garde nationale a presque quintuplé en comparaison avec l'ex-gendarmerie française. A ces effectifs s'ajoute la contribution importante des fonds secrets de la Présidence, des Ministères de l'Intérieur et des Affaires Etrangères et autres sources y compris une partie des crédits de lutte contre le sous-développement utilisés par les Gouverneurs à des fins de renseignements.

Mais cet appareil ainsi que les dépenses qu'il occasionne pèse très lourdement sur le petit pays qu'est le notre. Par l'activité qui en découle, il augmente le malaise d'un peuple qui a déjà prouvé sa capacité à se révolter contre un tel système et à le briser. Car, actuellement, tout citoyen, quelque soit son rang dans la société ou ses fonctions politiques, est étroitement surveillé par plusieurs polices qui s'affrontent dans une surenchère qui les oblige à inventer les renseignements.

Les surveillances s'exercent de la façon la plus maladroite même dans les ministères sur les hommes politiques et sur les techniciens, dans les organisations nationales et même dans le Parti. A l'Université ou les agents pullulent, on pousse le zèle jusqu'à charger les étudiants innocents, dans la proportion de 1 sur 10, de se surveiller les uns les autres et d'épier les faits et gestes de leurs professeurs, ouvrant ainsi de tristes perspectives pour notre jeunesse montante.

Dans les campagnes, les Gouverneurs omnipotents ont la haute main sur toute l'administration de la région, ils dictent leurs ordres indiscutables aux chefs de service locaux même aux techniciens auxquels ils se substituent en cas de besoin. Certains Gouverneurs se plaisent à entretenir cette guerre des polices et s'ingénient à créer la division parmi les populations en utilisant leurs propres réseaux de renseignements et en s'exerçant ainsi à développer leur habileté politique.

La pratique de ces méthodes policières qui n'ont aucun rapport avec la défense et la sécurité nationales, s'exerce contre les nationaux même à l'étranger et particulièrement en France, en Algérie et en Libye. La plus grande arme dans ce genre d'activité est le passeport auquel s'ajoute l'utilisation exagérée des fonds secrets. Le passeport est un droit constitutionnel dont bénéficie en principe chaque citoyen, il est souvent retiré ou refusé au gré des autorités administratives sur la base de faux renseignements fournis par les informateurs intéressés.

C'est ainsi que les étudiants, parfois voués à une carrière brillante dont le pays peut être bénéficiaire, se voient privés de leur passeport et empêchés de terminer leurs études commencées à l'étranger, sur simple présomption, ils se trouvent ainsi brisés.

Les victimes peuvent être des travailleurs qui perdent le gagne-pain de leurs familles à cause du retrait de leur passeport, à l'occasion du congé passé en Tunisie, parce qu'ils sont signalés comme n'étant pas orthodoxes par des agents sans scrupules.

Dans les trois pays susmentionnés, de véritables brigades de polices tunisiennes opèrent presque au grand jour, encadrant littéralement travailleurs, commerçants et étudiants. Ces derniers en souffrent le plus parce qu'ils sont non seulement surveillés, mais aussi à cause de l'intervention constante de ces polices dans leurs affaires intérieures, intervention qui manifeste surtout lors des élections des sections de l'Union Générale des Etudiants en vue de truquer les votes ou d'intimider les jeunes électeurs, créant ainsi une atmosphère telle que les étudiants se trouvent acculés à se jeter aveuglément dans les mouvements extrémistes d'opposition les plus divers.

Des sommes considérables sont ainsi chaque année gaspillées sur les fonds des départements de l'Intérieure et des Affaires Etrangères au lieu d'être utilisées par les Ministères de l'Education Nationale et des Affaires Sociales à l'amélioration des conditions d'habitat des travailleurs et des étudiants, à la rétribution d'un nombre aussi grand que possible d'attaches culturels et sociaux s'occupant du sort de ces nationaux à l'étranger et enfin à la création d'œuvres sociales en leur faveur.

D'une façon générale, ce système policier, si actif tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, n'a que des aspects négatifs, il accentue le mécontentement, au lieu de le résorber, par la multiplication des atteintes aux libertés. Aucun citoyen n'est aujourd'hui à l'abri d'une mesure arbitraire.

Sur simple décision d'un gouverneur souvent mal inspiré, on est éloigné de sa résidence, ou envoyé au camp d'El Haouareb, sans qu'aucun compte ne soit tenu de la situation familiale ou matérielle de l'intéressé et sans même que soient examinés les aspects humains des conséquences d'une telle mesure.

Le cas est moins dramatique quoique beaucoup plus fréquent, des fonctionnaires de l'Etat qui sont mutés d'office, dans les mêmes conditions, non pas sur la base de normes professionnelles, mais selon le bon plaisir des autorités administratives.

La dépendance de la justice

Le mal n'est pas circonscrit à ces seules limites, des arrestations sont fréquemment opérées sans ordre de la Justice et restent souvent ignorées du public puisque la presse ne peut pas parler. Ceci rappelle un peu les lettres de cachet d'une période célèbre de l'histoire de France. Les victimes, condamnées ou pas, restent au secret, et, dans beaucoup de cas, leurs familles restent dans l'ignorance de leur lieu de détention. Nos prisons ressemblent en cela aux fameuses oubliettes du moyen-âge.

Tout cela se passe en Tunisie où l'organisation judiciaire est l'une des plus vieilles dans le monde. Ces atteintes flagrantes aux droits de l'homme sont commises sans aucune considération pour cette Justice qui est pourtant, à tous les points de vue, digne des pays les plus civilisés. Alors, comment expliquer que cette justice se trouve dans l'incapacité ou plutôt dans l'impossibilité de jouer son rôle dans un pays qui se dit républicain et dont la constitution lui attribue toutes les prérogatives du 3ème pouvoir.

Pour expliquer ce phénomène et justifier l'attitude de la justice dans ce contexte, il y a lieu de se reporter à la conception actuelle du Pouvoir exécutif qui considère la séparation des pouvoirs, consacrée par la Constitution de 1959, comme un non-sens et un anachronisme dans la jeune Tunisie, d'où les incursions fréquentes de l'exécutif dans le judiciaire et ses interventions publiques dans des cas précis notoirement connus.

Il y a aussi le fait que, dès les premiers pas de la Tunisie indépendante, des promotions ont été opérées dans le corps de la magistrature ne respectant pas les règles d'avancement dans la hiérarchie et créant des injustices au profit des magistrats considérés à tort comme patriotes et, par conséquent, fidèles au régime. L'humiliation de la magistrature a été achevée par l'épuration ou encore l'arrestation de certains de ses membres à la faveur d'événements qui n'ont pas encore été tirés au clair.

Quant aux droits de la défense en matière juridictionnelle, on peut dire qu'en Tunisie, ils sont plutôt théoriques quand il s'agit de procès où l'administration est mêlée de près ou de loin. Le barreau a accusé des coups durs qui lui ont servi de leçon. Il a connu l'incarcération de son bâtonnier, la dissolution de son conseil de l'ordre, son remplacement par un comité de gestion nommé, l'arrestation d'un membre éminent de ce même comité (député et responsable important du Parti dont il est l'un des plus vieux militants) et enfin sa mise en prison qui, au moins, n'aurait pas été si rigoureuse dans un pays tant soit peu démocratique.

Le complot contre la société civile

Dans le même ordre d'idées, on ne peut pas s'empêcher d'évoquer les assauts subis par les autres corps de l'élite tunisienne intellectuelle : médecins, professeurs, ingénieurs, pharmaciens, etc. Aux attaques publiques dont ils ont été tous l'objet, ils n'ont jamais eu l'occasion de répondre puisque la presse n'est pas libre et ils se cantonnent dans une attitude de réserve plutôt que de donner la mesure de leur compétence dont le pays a tant besoin.

Certains d'entre eux choisissent de quitter la Tunisie pour des lieux plus favorables à leur activité. En 1964, j'avais été voir un éminent professeur de médecine à Paris pour me faire ausculter. Au moment de l'examen, qui se déroulait devant une vingtaine d'assistants et en présence de l'un de ses confrères enseignant dans une faculté nord-africaine, le professeur aborda la question de la nouvelle faculté de médecine de Tunis et déclara qu'elle devait servir et suffire à elle-même pour les quatre pays du Maghreb, ajoutant qu'en principe, elle en avait bien les moyens. Pensant à l'aspect budgétaire du problème, je demandais à être éclairé davantage. Notre professeur qui connaît bien la Tunisie et les tunisiens, s'adressant à moi tout en se tournant de temps à autre vers son confrère assis à côté : « *Savez-vous qu'ils ont un grand nombre de spécialistes qui enseignent dans les facultés de France pendant que la leur fait appel à des professeurs étrangers* ». Immédiatement après la visite, je suis allé m'informer auprès des étudiants sur le nombre approximatif et la qualité des médecins auxquels faisait allusion notre professeur. La réponse générale est que nous avons dans ce cas une trentaine, au minimum, de spécialistes et que, sur plus de 400 étudiants en médecine, un pourcentage élevé a l'intention de ne plus rentrer.

Le contact avec les autres étudiants me permit de déceler le même comportement dans les autres disciplines. Sans désarmer, je demandais à voir un professeur tunisien pour discuter avec lui. On me prit rendez-vous avec un spécialiste dans l'hôpital même où il exerce après son travail de faculté. On prit soin de me mettre au courant de ses idées politiques. Je me suis trouvé en présence d'un grand patron

très considère dans tout l'hôpital. A mes questions, il me répondit : » *Ne croyez pas, Monsieur, que je reste à Paris parce que je ne suis pas d'accord avec la politique officielle ou parce qu'ici je gagne plus d'argent comme on se plaît très souvent à le dire à Tunis, à propos des médecins, j'ai bien dépassé ce stade, je suis un chercheur, ma seule passion est mon métier que j'entends exercer dans la liberté. Or, en Tunisie, on vous empêche de travailler selon votre goût ; n'importe quel profane qui a une qualité politique quelconque a le droit de se mêler de vos activités techniques*« . J'essayais de discuter avec lui sur ce point précis. il coupa court à l'entretien en disant : « *Si vous n'êtes pas convaincu, vous pouvez continuer votre enquête auprès de tous ceux qui, comme moi, préfèrent ne pas rentrer en attendant des jours meilleurs et ils sont légions*« . Cette réponse m'incita à pousser l'enquête qui m'édifia définitivement sur le drame de notre jeunesse qui est l'un des nombreux problèmes posés à notre pays.

LA CRISE DU PARTI

Pour voir clair dans tous ces problèmes, il serait rationnel de sérier les questions et de traiter en premier lieu du Parti. Nous devons avouer que, malgré l'esprit et la lettre de la Constitution, nous avons abouti en fait au parti unique de Gouvernement sans même y inclure le maigre correctif du « *centralisme démocratique* » tel qu'il a été prévu par les inventeurs de ce système.

Ainsi le Destour et le parti communiste, qui ne gênaient en rien le Néo-Destour, ni avant ni après l'indépendance, ont été purement et simplement supprimés au moment où leur influence était en déclin. Leur maintien aurait servi au Néo-Destour de point de repère dans son évolution et de miroir dans son action. Leur présence et leurs critiques auraient contribué à éviter les erreurs possibles du Parti sur lequel s'appuie le gouvernement, et ceci, sans bouger pour le gouvernement puisqu' à eux deux ils ne rassemblent pas les 5% des suffrages. La chose est d'autant plus vraie que leur élimination est intervenue après la consolidation de l'Indépendance et surtout après la disparition de toute subversion.

L'éviction de ces deux partis a eu pour conséquence l'infiltration de leurs membres les plus dynamiques, principalement les communistes, dans les rouages du gouvernant et du parti où ils détiennent des responsabilités importantes. On peut, à ce propos, invoquer la conversion. Une question se pose alors : quel degré de sincérité accorder à la conversion d'un transfuge militant qui, tout le long de sa vie, a eu des idées différentes, voire opposées, et qui se rallie juste après que la victoire de son adversaire a été entièrement acquise ?

Cette question en amène une autre : par quel paradoxe un parti dissous soutient la politique du Gouvernement même qui l'a interdit en publiant des prises de position dans ce sens ? Ou encore, par quel hasard un gouvernement, qui a supprimé un parti, en arrive-t-il à justifier une partie de sa politique auprès de l'opinion en se prévalant publiquement des positions du parti illégal à l'égard de certains problèmes ?

Il est bien patent que la réponse à ces questions découle de l'exposé qui précède. Ceci nous conduit tout naturellement à examiner la situation de notre parti, le Néo-Destour.

A partir de 1958. le Néo-Destour a commencé à se transfigurer, malheureusement pas dans le meilleur sens. La suppression du mode électif dans la désignation des cadres régionaux était la blessure grave qu'il a reçue et qui commença à menacer sa santé. En effet, plusieurs mois avant le Congrès de 1955, cette réforme a été introduite et appliquée, dissolvant les fédérations élues pour les remplacer dans chaque région par un délégué nommé par le sommet et muni des pleins pouvoirs.

C'était la une grave entorse faite d'une façon flagrante aux statuts du Parti dont les structures ne pouvaient être modifiées que par un Congrès régulier. C'est aussi un coup très sérieux porté à la démocratie au sein du Parti. « Le Congrès de Sousse a été mis devant le fait accompli contre lequel il ne pouvait rien puisqu'il était lui-même préparé par ces délégués. C'est à dire que les congressistes essaient choisis par eux ou désignés avec leur bénédiction. Puis ce fut, pendant longtemps, la longue succession

de sanctions qui pleuvaient sur les militants au nom du bureau politique dont les membres n'étaient informés que le lendemain par les journaux. Ces militants sanctionnés n'avaient aucun recours, puisque le conseil de discipline prévu par les statuts n'a jamais fonctionné et les intéressés n'étaient même pas entendus.

L'ETAT PARTI

En 1964, ce fut le coup de grâce pour le Parti, toujours avant le Congrès (Bizerte) et pour le mettre, encore une fois, devant le fait accompli : on décida de remplacer les délégués par les gouverneurs, chefs de région, qui devaient coiffer le Parti dans leurs provinces, chose qui ne s'est jamais vue dans ce qu'on peut appeler honnêtement un Parti.

En plus, le Congrès se termine par des élections sans désigner les membres de son bureau politique qui seront nommés quelques jours après, non pas sur la base du scrutin mais selon d'autres critères. Et le bureau politique élargi, qu'on baptisa après coup comité central, comprend d'office les ministres, les gouverneurs, les directeurs d'administration et même les chefs de la police et de la garde nationale.

Le Parti devient alors, à tous les échelons, composé de simples citoyens qu'on peut qualifier de civils et de fonctionnaires d'autorité, donc de gens armés qui peuvent pour le moins intimider les premiers. Comment alors s'étonner de la disparition de toute franchise au sein de ce parti dont l'inefficacité s'est révélée au grand jour lors de la découverte du complot de 1962 ?

A cette occasion, tout le monde s'est trouvé surpris par l'évènement. Parti en tête. La conclusion à tirer et qui aurait dû être tirée, hélas immédiatement après le complot, est que le Parti en tant que tel n'existe plus. On peut l'appeler appareil d'exécution, administration de propagande, tout ce que l'on veut, mais pas un parti au vrai sens du mot.

Comment appeler Parti un corps inerte parce que sans âme qui l'anime, il n'a aucune liberté de mouvement et, par conséquent, aucun moteur qui s'appelle la foi, il ne bouge que lorsqu'il est secoué d'en-haut. L'utilité de son existence même, dans l'état actuel où il se trouve, est fort contestable parce qu'il fait double emploi avec certains services gouvernementaux. La discussion, au sein de ses instances et de celles de tous les organismes intermédiaires et de base, est devenue littéralement impossible par suite de sa propre composition. Est-il concevable qu'il y ait franchise et liberté d'expression dans une réunion groupant le simple citoyen et le fonctionnaire tout puissant qui le tient à sa merci et qui peut l'éloigner ou même l'emprisonner quand bon lui semble ?

Je commencerai par rendre hommage à la valeur et à l'intégrité de tous les camarades que j'ai connus au bureau politique en 1955. C'était une équipe entièrement dévouée au Parti et à l'intérêt général du pays et dont les unités, se complétant, constituaient un organe harmonieux et compétent dont le niveau ne le cédait en rien aux instances similaires des partis les plus modestes. Si ce bureau politique avait continué à se réunir régulièrement et à discuter des grands problèmes du Parti et du pays nous n'en serions pas arrivés là aujourd'hui. Malheureusement, ces réunions ont commencé à s'espacer de plus en plus depuis la prise du pouvoir jusqu'à cesser presque entièrement.

Je parle des réunions du bureau politique au grand complet avec participation du secrétaire général et surtout du président, car ce sont celles-là et seulement celles-là où l'on prend les décisions. Or, ce genre de réunions peut se compter sur le bout des doigts et elles se tiennent presque exclusivement pour entériner un acte gouvernemental d'une grande gravité pris en dehors du Parti, ou pour exclure l'un de nos camarades, membre du bureau politique, en vertu du fameux article 16 qui permet aux membres du bureau politique de s'exclure mutuellement ou, pour mieux s'exprimer, permet au bureau politique de les exclure l'un après l'autre jusqu'à épuisement.

En plus de leur rareté, ces réunions ne comportaient ni procès-verbaux ni même ordre du jour, préétabli à telle enseigne que, dans la plupart des cas, on se trouve plusieurs camarades à nous interroger, à

l'entrée, sur le ou les points à discuter, puisqu'on arrivait sans dossier, sans documentation préparée pour nous trouver dans la position très inconfortable où chacun est obligé d'improviser tant bien que mal sa contribution par des idées nouvelles. C'est bien les raisons pour lesquelles le bureau politique n'a pas été à même de jouer normalement le rôle qui lui est dévolu.

Il est navrant et même extrêmement pénible d'écrire de pareilles vérités, mais il est nécessaire de revoir nos points faibles si nous avons la volonté et le désir de nous améliorer. Toujours à propos du bureau politique, il faut reconnaître qu'il y a des consultations individuelles faites par le président. Mais ce système est vicié à la base, en ce sens que la consultation ne touche pas tous les membres du bureau politique et surtout qu'elle exclut la confrontation des idées, d'où les erreurs, les questions de personnes et la division au sein d'un organe composé à l'origine de camarades d'une même génération ayant vécu ensemble, lutté ensemble, souffert ensemble et vibré ensemble de la même façon : cette rupture de l'homogénéité de l'équipe s'est produite insensiblement mais effectivement et se corse par un autre élément, non moins déterminant, qu'on peut qualifier pour le moins d'anomalie et qui n'est autre que le cumul des responsabilités, celle de membre du bureau politique avec celle de ministre dans un régime présidentiel.

En effet, comment admettre qu'un ministre, constitutionnellement responsable uniquement devant son président qui peut le renvoyer à tout moment, puisse tracer à ce président la politique qu'il doit suivre au gouvernement ? Comment peut-on tenir la double position de législateur et d'exécutant simultanément devant la même personne ? C'est là, l'une des aberrations des régimes présidentiels bases sur le système du Parti unique lequel doit, en principe, être la source de la politique gouvernementale.

Tous ces facteurs historiques, personnels et constitutionnels expliquent l'effacement, combien regrettable, du bureau politique en tant qu'organe et en tant qu'individus. Sans incriminer personne, on peut affirmer, sans risque de se tromper que c'est cette situation tragique qui est à la base même de tout le mal dont souffre actuellement le pays, mal qui est dû à l'absence d'une force politique, en l'occurrence le Parti, capable, d'élaborer une politique cohérente et de la suivre dans l'exécution. Car, en fait, le vide politique créé par l'absence de vie dans le Parti n'a été comblé ni par les organisations nationales, qui ont un caractère essentiellement professionnel, ni par l'existence d'institutions valables et efficaces.

MISE AU PAS DES ORGANISATIONS NATIONALES

Les quatre organisations nationales les plus importantes sont l' U.G.T.T., l'U.G.E.T., l'U.T.C.A., et l'U.N.A.T. Cette dernière, créée à des fins politiques pour supplanter l'U.G.A.T. dissidente, a fait un mauvais départ et n'a pu donner à l'agriculture une impulsion notable pour une série de raisons qui ont freiné l'action des cadres dont certains sont très compétents.

L'U.T.I.C.A., qui devait pendant l'indépendance, amener l'initiative privée à concourir efficacement au développement économique du pays s'est trouvée, elle aussi, handicapée, dès le départ par le retrait aux chambres économiques de la plus grande partie de leurs attributions. Ses difficultés sont dues aussi au dirigisme étroit et désordonné qui a caractérisé la politique économique du pays pendant ces dernières années et que personne ne pouvait corriger, faute de liberté d'expression. Enfin, les Immixtions successives dans les affaires intérieures de cette organisation notamment par la nomination à sa tête de directeurs étrangers à la profession, ont achevé le découragement de ses dirigeants qui ont fini par accepter de faire jouer à leur centrale le rôle de simple figurant.

Sur le plan étudiantin, la crise de l'U.G.E.T., qui se poursuit depuis quelques années, a une portée plus vaste si on l'examine sous son véritable jour. Une tradition s'est instaurée depuis l'indépendance, consistant à accorder des postes importants à ses dirigeants successifs sans tenir compte de leur compétence par rapport à celles de leurs camarades. Le résultat de cette politique s'est trouvé confirmé par le mot le plus célèbre d'un homme d'Etat « *Quand il y a une charge à octroyer alors qu'il y a cent postulants, on crée un ingrat et 99 mécontents* » .

Cette raison, conjuguée avec la limitation toujours croissante des libertés, a suscité chez nos étudiants un sentiment de malaise qui grandit de jour en jour, lequel sentiment n'a pas manqué d'être décelé par le pouvoir qui a essayé d'y remédier par des moyens qui se sont avérés plus nocifs que le mal lui-même, aboutissant à créer de toute pièce un véritable problème de la jeunesse dans son ensemble- » En effet, le pouvoir a cru bon de noyauter l'U.G.E.T. et de la submerger par la création, en son sein, de troupes de choc relevant directement du Parti, il couronne l'opération par la fusion des divers mouvements de jeunesse, scouts compris, dans une formation nationale recevant ses mots d'ordre d'en haut.

Or, même vue sous l'angle purement tactique, cette unification imposée débouche inéluctablement sur l'étalement du mécontentement et fausse par la même l'esprit de tous les jeunes en général, même ceux groupés dans la jeunesse destourienne déjà mécontente des structures du Parti. Car la sagesse la plus élémentaire commande de laisser, au jeune la plus grande marge possible de liberté, sans quoi, il ne pouvait s'épanouir et développer toutes ses facultés naturelles.

Le tout est une question de dosage. Dans ce domaine, il faut faire la distinction entre l'orientation discrète et l'absolutisme qui engendre la réaction de révolte. Dans une même famille composée de plusieurs frères jeunes, on découvre des penchants différents. Malgré qu'ils aient les mêmes parents et qu'ils vivent dans le même milieu, l'un peut être attiré par la politique, l'autre par les arts, le troisième par les sports, le quatrième par les sciences, le cinquième par la vie socialiste, etc. il s'agit de respecter la personnalité de chacun en tenant compte de son tempérament et de ses aptitudes naturelles au lieu de vouloir les modeler dans un même moule, si l'on veut obtenir de chacun d'eux des compétences plus vastes parce que librement développées.

Cette variété dans la complémentarité sera le plus grand facteur d'harmonie de notre société de demain parce que le jeune, qui a été élevé dans le respect de sa personnalité par la liberté dont il a joui, pendant son âge critique, sera, lorsqu'il devient adulte, plus respectueux de la liberté des autres. Dans le cas contraire, il se forme en lui une tendance précoce à la dictature et au fascisme par réaction inverse et par contamination. Ce sont là les raisons pour lesquelles, sans être un grand pédagogue, on peut être partisan de la liberté pour les jeunes afin d'éviter à l'avenir du pays les dangers d'une formation basée sur le dirigisme à outrance.

Sur un autre plan, les permissions qu'on décèle déjà chez nos jeunes, qui viennent d'affronter la vie depuis quelques années, ne sont pas encourageantes. Le comportement de la jeunesse active à l'égard de l'intérêt général laisse beaucoup à désirer dans son ensemble. Il se distingue par trois caractéristiques principales : l'arrivisme, l'indifférence ou l'hostilité à l'égard du régime.

Entre les trois, il n'existe pas d'autre attitude telle que l'idéalisme sincère qui donne naissance au dévouement à la chose publique dans l'abnégation. Pourquoi ? Parce que les normes équitables n'ont pas été respectées dans le recrutement et l'avancement de ces jeunes à leur entrée dans la vie. Au lieu de leur appliquer les critères de justice et d'égalité pour tous, tels que les examens et les concours, on s'est basé sur des considérations de personnes ou de parenté, où encore sur la fidélité présumée. A tel point que personne n'ignore aujourd'hui que les nouveaux effectifs de nos administrations et des entreprises nationalisées ou semi-nationalisées sont constituées presque exclusivement de Fonctionnaires de la même ville, de la même région ou de la même famille dite spirituelle, autrement dit, on retrouve partout les clients de tel ou tel homme politique influent, à quelques exceptions près.

Ces injustices, dans un pays où la Fonction publique, constitue un privilège, sont commentées dans tous les milieux et ont surtout des répercussions très dangereuses sur le moral des jeunes aussi bien ceux qui travaillent que ceux qui poursuivent encore leurs études : les uns sont satisfaits tout en restant insatiables, les autres sont mécontents et se retranchent dans une indifférence qui dégénère rapidement en opposition.

Un phénomène analogue, mais d'une signification beaucoup plus profonde, se retrouve dans l'accession aux responsabilités politiques : la plupart des jeunes qui ont risqué leur carrière et parfois leur vie en militant, durant leurs études secondaires ou supérieures, dans les rangs du Parti ou ils étaient pour ainsi dire élevés, ou ils ont assumé de lourdes responsabilités pendant des années, n'y militent plus aujourd'hui ou, tout au plus, s'inscrivent pour la forme dans une cellule sans déployer la même activité qu'auparavant. Certains d'entre eux se consacrent entièrement à leur profession libérale pendant que d'autres acceptent un emploi quelconque dans une entreprise analogue et se trouvent ainsi perdus pour le Parti.

La réalité est que cette catégorie de jeunes, qui a acquis, en même temps que ses diplômes universitaires une formation politique éprouvée par la pratique au cours de longues années de militantisme, se trouvent être remplacée au Parti par des jeunes de la même génération, ou même par des plus vieux qu'eux, venus de l'extérieur et appartenant aux horizons les plus divers. L'explication en est la suivante : le parti étant devenu un appareil dont les fonctionnaires sont nommés par le sommet ? Il n'y a plus de place pour les intellectuels militants qui désirent servir et percer, les horizons étant hermétiquement bouchés.

La place est donc laissée aux autres dont certains sont des transfuges et même des collaborateurs du régime défunt. Ces derniers se croyant plus intelligents que les premiers, estiment plus malin de jouer le jeu en entrant dans le système tel qu'il est pour satisfaire leurs ambitions matérielles et morales sans pour autant croire au régime et en ses hommes qu'ils pensent supplanter à la première occasion favorable, alors que la première catégorie de jeunes, malgré, son éloignement, garde un certain attachement nostalgique à ce qui a été son Parti et ses anciens dirigeants.

En résumé, dans tout le problème de la jeunesse, tous les jeux sont fausses aujourd'hui et il est urgent de faire un réexamen complet et profond de l'ensemble de la question en traitant de tous les aspects qui s'y rapportent de près ou de loin. Ce cuisant problème ne sera pas résolu tant qu'on ne sera pas décidé à donner à chaque jeune une chance égale dans une compétition menée dans la franchise et la loyauté, avec une attitude impartiale et juste du pouvoir qui doit accorder aux jeunes le maximum de libertés. Ces règles sont applicables à tous les domaines de la vie publique et le syndicalisme ouvrier n'y échappe pas.

UN COMLOT CONTRE L'U.G.T.T.

Le syndicalisme tunisien a connu en moins de 9 ans d'indépendance nationale trois crises qui ont entravé son essor.

La première remonte à 1956. Elle est provoquée ouvertement par le pouvoir naissant qui est intervenu dans un différent interne pour susciter la scission et l'encourager ouvertement, agissant pour des raisons très peu justifiables puisque de toute façon ce différend aurait pu être réglé à l'intérieur même de la centrale et par les syndicalistes eux-mêmes.

La seconde se situe en 1963, date à laquelle le pouvoir intervient également pour modifier, par des moyens proclamés démocratiques, la composition du comité directeur de l'organisation.

Enfin, en Juillet 1965 l'U.G.T.T. perd, en même temps que toute liberté d'action, sa physionomie.

L'explication détaillée de ces crises, de leurs origines, de leurs causes profondes, de leur déroulement et de la responsabilité de chacun durant ces 9 années reviendrait à faire l'histoire du syndicalisme tunisien dans sa partie la plus riche en événements, il vaut mieux se borner à souligner encore une fois que les avatars connus par le syndicalisme tunisien sont inhérents au contexte général caractérisé par l'absence de discussion, même au niveau le plus élevé, des dirigeants politiques nationaux.

Ces trois crises, comme d'autres évènements importants de la vie nationale, trouvent leur origine dans les conseils de clans intéressés qui changent souvent mais ont le même dénominateur commun : l'intérêt personnel au mépris de l'intérêt supérieur de la nation. Toute autre justification ne peut être tenue pour valable comme on pourrait aisément le démontrer si l'on voulait épiloguer longuement là-dessus.

Aussi, les reproches adressés publiquement au syndicalisme en Tunisie ne résistent à aucun examen. Au contraire, pour tout démocrate authentique et pour tout homme politique averti, le respect de l'organisation syndicale tunisienne s'impose. Ayant ses racines dans le syndicalisme allemand de la période héroïque de la social-démocratie du début du siècle et instruite par les premières centrales ouvrières du tiers-monde, elle a su concevoir la méthode la plus saine d'affranchir l'homme de toutes les entraves politiques et économiques et d'assurer sa promotion sociale, son action a été toujours menée sans haine ni complexe.

Tous les autres jugements portés sur elle ne cadrent pas avec la réalité. Et la réalité c'est la participation de l'U.G.T.T. à la lutte pour la libération nationale, c'est son action acharnée pour doter la Tunisie indépendante d'une administration moderne, c'est sa participation effective et positive à l'édification d'une économie nationale aussi démocratique que possible, c'est son souci constant de réaliser le bien être, la paix et la liberté pour tous les hommes sans distinction aucune. C'est aussi pour la jeune Tunisie la paix sociale maintenue grâce au syndicalisme, malgré l'absence de négociation avec le patronat et malgré les erreurs du gouvernement sur le plan économique.

L'assimiler au syndicalisme dit révolutionnaire, qui veut instaurer la dictature du prolétariat, est un argument qui ne peut être retenu parce qu'il n'a aucun rapport avec la philosophie de l'U.G.T.T. il ne peut être retenu que par ceux qui veulent transformer l'U. G .T .T .en une simple courroie de transmission, telle qu'elle existe dans le pays où règne cette prétendue dictature du prolétariat, L'U.G.T.T » qui était la deuxième force vive de la nation après le Parti, vient d'être mise à son tour sur la touche. Les conséquences seront très graves, car le sort subi par ces deux forces crée un grand vide et la nature a horreur du vide qui risque d'être comblé d'un moment à l'autre.

Le sort récent d'un chef d'Etat voisin, dont la plus grave erreur a été de supprimer le parti et les syndicats, mérite plus d'une méditation. On peut répondre que les situations ne sont pas pareilles et que l'histoire ne se répète pas de la même façon, on peut dire aussi que les nombreux coups d'Etats auxquels on assiste en Afrique sont dus au fait que les armées ne sont pas pareilles et les régimes non plus.

LE PARLEMENT : UNE TRISTE ET AMERE ILLUSION

Si l'on aborde la représentation nationale, on pourra facilement soutenir que l'Assemblée nationale est une caricature de ce qui a été prévu par la constitution et que la représentation des citoyens se reflète dans une triste et amère illusion, après avoir soulevé des espoirs au lendemain de l'indépendance.

L'assemblée constituante, élue dans des circonstances encore difficiles pour le pays, bénéficiait de beaucoup plus de confiance de la part du peuple. Son élection s'était déroulée en 1956 dans le contexte de la multiplicité des partis et une plus grande liberté. En dehors des listes du front national, confectionnées en collège, et après consultations démocratiques de la base de toutes les organisations nationales, il y a eu des listes concurrentes dans plusieurs circonscriptions. Puis vint la 1ère législative qui fut élue dans des conditions plus défavorables par suite du découpage administratif et la modification de la loi électorale dans un sens plus rigide. Les listes avaient été établies par le Parti, mais le bureau politique, au moins, en a discuté quoique ni les organisations nationales ni la base n'aient été consultées sérieusement.

Avec la 2e législative de novembre 1964, c'est la fin de toute démocratie. Les Partis ayant été supprimés, aucune liste adverse n'a été présentée. Même le bureau politique n'a pas eu à examiner la liste présentée

au nom du Parti, il ignore ou et comment elle a été préparée et par qui. Le candidat tête de liste n'a pas été consulté sur la composition de sa liste.

On en est arrivé à avoir les élections les plus curieuses du monde, après 9 ans d'indépendance durant lesquels la démocratie aurait du faire des progrès par suite de son apprentissage par le peuple. Certains militants, dont des candidats, se demandaient entre eux pourquoi le Gouvernement procédait aux élections. Pourquoi tant de dépenses et de dérangements pour faire venir les électeurs et les inviter à déposer dans l'urne le seul bulletin mis à leur disposition sans aucune possibilité de choix ? Puisque les députés sont choisis d'avance, autant les nommer par décret et économiser temps, argent et dérangement de tout un peuple.

Au cours de ces conversations, certains ont même parlé de la sagesse d'un régime militaire qui laisse aux membres de son Parti unique la liberté de s'affronter dans les élections pour la députation nationale afin de connaître les plus représentatifs parmi eux. Ils soulignent ainsi la différence, au désavantage, naturellement, du régime civil tunisien.

Personnellement, j'ai assisté à une scène qui en dit long sur la façon dont le peuple juge nos élections. C'était dans le bureau de vote féminin d'un village de ma circonscription. Une ménagère entre, salue, attend son tour, puis dépose sur le bureau 5 cartons d'électeur en disant : « *Je viens voter pour moi et pour 4 de mes voisines : elles ont des enfants et leurs maris aux champs, elles doivent préparer le manger avant le retour des maris* » .

- Chacun doit voter pour soi, répondit la présidente.
- Mais c'est la même chose, répliqua l'électrice.
- Non, ce n'est pas la même chose. C'est un devoir civique que chaque Tunisien est tenu d'accomplir en personne. Vos voisines doivent apprendre à voter. il faudrait leur dire de venir comme vous.
- Mais, Madame, elles ont voté avant comme on vote aujourd'hui elles savent mettre un papier dans la boîte, je le ferai à leur place.
- Non, Madame, la loi interdit et puis il faut que vos voisines fassent leur devoir civique.
- Notre devoir civique, nous le connaissons déjà depuis long- temps, quand tout notre quartier a été ratisse par l'armée française, nos maisons brûlées et mes voisines et moi interrogées par les gendarmes, alors que nos gosses pleuraient, vous vous en souvenez ?
- Oui, Madame, c'est un autre devoir à accomplir...
- Quel devoir ? On nous appelle et on nous dérange pour des corvées inutiles. Eh bien, moi-même, à l'avenir, je ne viendrai plus, Comme les autres ».

Elle me regarde, puis ajoute : « *d'ailleurs, même cette fois, je refuse de la faire cette corvée* » . Elle prend les 5 cartes et s'en va. Je quittai le bureau de vote complètement bouleversé en décidant d'interrompre ma tournée. En rencontrant un ami sur mon chemin, je lui racontai la scène dont j'ai été témoin. Il éclata de rire en disant « *cette femme est folle : elle ne sait pas que, si elle ne vote pas, on vote quand même à sa place* » ? – Comment ? Demandai-je – c'est si simple quand un bureau n'a pas de nombre important, on fait le bourrage des urnes pour montrer un bon pourcentage. Je courus chez le gouverneur pour lui demander de donner les instructions pour mettre fin à de telles pratiques. Il me rassurait en me disant que le cas s'est produit effectivement à une petite échelle mais qu'il avait déjà prévenu tous les bureaux de vote de ne pas refaire les erreurs des élections précédentes et qu'il ne croit pas que l'opération se renouvelle encore. Le soir, au local du Parti, je racontai toutes mes aventures de la journée à mes camarades responsables de cellules.

- Tu n'y es vraiment pas, me répondirent-ils.
- De quoi s'agit-il ?
- Mais c'est fréquent, le bourrage des urnes, puisque les représentants des candidats ne veulent pas assister aux opérations. D'ailleurs, pourquoi perdent-ils leur temps puisqu'il n'y a pas de liste adverse ? Tu te rappelles quand il y avait la liste communiste dans notre région, nos amis n'ont pas bougé des bureaux. On se regardait avec nos adversaires Comme des chiens de faïence. Maintenant, le combat cesse faute de combattants ».

Celui qui parlait ainsi sur un ton mi-sérieux, mi-plaisant, voyant mon air grave, ajouta, comme s'il voulait me taquiner davantage : *« il y a aussi le cadrage des résultats qui consiste, à l'échelle du gouvernement, à rectifier les chiffres pour que M. Le Président ait le maximum de voix et pour que toi, tête de liste, tu passes le premier parmi tes colistiers ».*

J'étais littéralement écoeuré et, pendant que mes camarades continuaient à bavarder, un souvenir me revint à l'esprit. Je n'entendais plus ce qu'ils disaient. Je me rappelai en effet, qu'un jour, alors que nous étions réunis autour de vous au Palais de la Présidence, quelques camarades du bureau politique et moi, nous avions évoqué la révolution algérienne, alors à ses débuts. Au cours de la conversation, et à la suite d'un court silence, vous fîtes la réflexion : *« Et dire que cette guerre a été déclenchée parce que les Algériens ont été toujours bernés, surtout par le truquage des élections ».*

Cette phrase ne cesse de résonner dans ma tête. Il y a environ deux semaines, à l'issue d'une conférence que j'avais donnée à l'Université de Californie du Sud, sur les Partis uniques dans le tiers-monde, je fus harcelé de questions auxquelles je répondis avec facilité. Vers la fin, l'un des auditeurs, qui était silencieux durant toute la discussion, se leva et me demanda avec l'air triomphal de quelqu'un qui avait une colle à poser : les agences de presse viennent d'annoncer, ce matin, un complot suivi d'un coup d'Etat au Nigeria qui est le pays le plus démocrate d'Afrique et peut-être du tiers-monde. Comment expliquez-vous le fait alors que le Nigeria n'a pas le système du Parti unique ? *« Je ne suis pas au courant de ces événements que vous venez de m'apprendre, lui répondis-je, mais la réponse est simple. Il y a un an et demi environ, les élections ont été truquées au Nigeria et cette pratique a continué depuis. On ne peut pas berner le peuple indéfiniment ».*

Revenons maintenant à l'Assemblée nationale tunisienne et avouons qu'elle n'a rien d'un pouvoir législatif réel. Sinécure pour certains, récompense pour d'autres, elle constitue cependant pour quelques députés l'espoir d'une démocratisation qui, malheureusement, s'estompe chaque jour davantage.

Jusqu'à présent, la législation n'a pas encore discuté un seul texte pris sur son initiative qu'elle a au même titre que le Gouvernement. Pourtant, elle a présenté au début trois projets, auxquels l'exécutif n'a donné aucune suite. Les députés, qui en avaient reçu copie et constaté le silence du Gouvernement, ont bien compris. Ils ont compris d'autant mieux que les lois les plus importantes et les plus vitales pour le pays avaient été adoptées en toute hâte pendant la constituante qui n'avait pas, dans ses prérogatives, le pouvoir de légiférer. Ils ont compris aussi en constatant que la plus grande majorité des lois sont prises pendant les intersessions de la législative, sous forme de décrets-lois, pour être entérinées par la suite. Un seul texte gouvernemental a été repoussé depuis que la vie parlementaire existe.

Malgré cela, il n'a pas manqué de donner lieu à des reproches et à des récriminations. La réalité est qu'une petite Chambre composée de 90 députés ne peut légiférer utilement, surtout que près de son cinquième appartient à l'exécutif (ministres, ambassadeurs, chefs de cabinets, maires nommés de Tunis, etc.). La présence de membres de l'exécutif, uniquement responsables devant le président, fausse le jeu des votes.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'Assemblée n'a jamais pris de décision hardie et qu'elle s'est toujours cantonnée à enregistrer et à approuver les décisions importantes. Cette passivité s'explique

également par l'atmosphère générale qui règne dans le pays ou, en l'absence d'un 3ème pouvoir, le député est à la merci de l'exécutif comme n'importe quel citoyen. Ceci est d'autant plus vrai que ce député doit sa place uniquement au Pouvoir exécutif.

Le cas le plus typique du fonctionnement de cette malheureuse Assemblée est celui de la dernière séance à laquelle j'ai participé à l'occasion d'une levée d'immunité parlementaire. Toutes les règles de procédure, connues en la matière et appliquées dans tous les parlements du monde, ont été sciemment négligées. Même le règlement de l'Assemblée n'a pas été respecté pour permettre à une certaine orchestration de se manifester. Mais ceci est un point de détail sans grande valeur par rapport à l'ensemble de ce problème crucial.

Pour récapituler en ce qui concerne les institutions, on peut affirmer que, dans la pratique, il n'existe actuellement que le pouvoir exécutif qui dirige seul le pays avec, autour de lui le vide complet. Ainsi, il fait cavalier seul et le fait est d'autant plus triste que le peuple se détache de lui pendant que la situation se détériore de plus en plus dans tous les domaines.

UNE ECONOMIE DANS L'IMPASSE

Il est superflu de la décrire sur le plan économique. L'impasse est patente et ne nécessite pas de démonstration qui prendrait trop de place ici. Les causes bien connues (dirigisme à outrance avec improvisation, bureaucratie irresponsable parce que non contrôlée par l'opinion, relations instables avec nos partenaires étrangers qui se répercutent sur nos échanges, etc.), se doublent de la désaffection des travailleurs et des entrepreneurs qui constatent que leurs efforts sont vains.

Sans l'aide étrangère, le pays connaîtrait la famine qui s'ajouterait ainsi au chômage déjà en croissance continue. Pendant ce temps, Une nouvelle classe se forme en s'enrichissant au détriment d'un peuple qui sombre dans la pauvreté et la misère. La corruption, Disparue pendant les 6 premières années d'indépendance, réapparaît.

C'est la course à l'accumulation des fortunes par la construction de véritables palais, l'acquisition de fermes et, pour les plus malins l'exportation des capitaux. Sans généraliser, on remarque que cette épidémie a atteint des fonctionnaires et responsables importants de l'Etat qui donnent ainsi le bon exemple au peuple qui les observe. Est-ce la leur confiance dans le régime qu'ils servent ? C'est au contraire une absence de foi en son avenir. Au premier signe de danger qui le menacera, ce sera la panique. Leur premier geste sera de se ruer sur les compagnies de transport et vers les frontières comme cela a été le cas une fois.

Le président de la République est le seul ou l'un des rares à croire que tout va pour le mieux dans le pays que la gestion des affaires est saine et que le pays progresse dans tous les domaines. On ne peut pas nier qu'une poignée de gens se donnent corps et âme à l'intérêt général. Parmi eux, on peut citer quelques militants et vieux dirigeants qui n'ont jamais cessé de faire les nègres depuis la lutte pour la libération jusqu'aujourd'hui, en passant par la résorption de la résistance, la lutte contre la subversion, la mise en place de l'administration, la ou les batailles de l'évacuation, la consolidation du prestige à l'extérieur, la guerre d'Algérie. etc.).

Ces gens-la travaillent par habitude et peut-être par routine comme Charlie Chaplin dans l'un de ses films : Mais le reste, le commun des mortels, a trouvé le filon, il a découvert qu'il ne sert à rien de se fatiguer puisque les mérites ne sont pas récompensés et que, souvent même ce sont les moins méritants et les plus combinards qui sont récompensés.

Les mœurs ont donc changé en fonction des données de la situation. Le travail est complètement délaissé dans les bureaux et dans les ateliers. On lit le journal pendant toute la matinée pour le commenter pendant toute l'après-midi et la journée est ainsi meublée. On croit que l'opinion n'en sait rien et même si elle sait et on sait qu'elle sait, elle n'y peut rien puisqu'elle est bâillonnée. Reste le

Président, qui peut le toucher ? Même ceux qui le veulent parmi les gens sincères ne peuvent pas lui signaler les défauts du régime, car il se fâche en apprenant de telles choses. Donc l'irresponsabilité et l'impunité sont totales.

Ouvrons une petite parenthèse sur la presse et le droit d'expression. Tous les journaux sont subventionnés et, par conséquent, enchaînés. D'ailleurs, il y en a très peu, moins du quart de ce qui existait dans les années 1937.

En plus, ils sont vides et publient les mêmes textes fournis par l'agence officielle de presse. En lisant un journal en arabe et un autre en français, on découvre une excellente école de traduction pour celui qui veut se perfectionner dans les deux langues. Mais personne ne les lit, malgré l'abonnement quasi obligatoire pour certains journaux et les efforts du Parti et du Gouvernement. On préfère lire la presse étrangère qu'on peut mieux commenter comme il est dit plus haut.

Dans le domaine culturel, c'est le jdanovisme, c'est à dire l'orientation de la production des lettres et des arts. Cette production est faible, très faible par rapport à ce que peut donner l'élite d'un pays de vieille civilisation et à double culture comme la Tunisie. L'expression se réduit à l'apologisme. On se rabat sur les publications étrangères qui constituent plus du triple dans la consommation. Le pays perd ainsi des devises qui sont assez importantes selon des études sérieuses en la matière, pendant que l'industrie du livre, en général, se trouve privée de plus de dix mille emplois, ce qui est appréciable pour un petit pays sous-développé comme la Tunisie.

L'aspect le plus important de cette question reste évidemment celui qui a trait au domaine politique et à l'évolution psychologique du peuple et surtout du gouvernement, seul responsable de la conduite des affaires, car ce manque d'information sur les données exactes du pays est beaucoup plus préjudiciable au gouvernement qui se trouve amené à adopter des positions ne tenant pas compte des vrais facteurs qui doivent la déterminer.

UN REGIME EN REPTURE D'ATTACHE AVEC LA REALITE

Sans vouloir dramatiser et tout en ne faisant que constater, il est évident que le régime est actuellement isolé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pour ce qui est du dernier aspect, il vaut mieux ne pas en traiter ici et le laisser par conséquent de côté. Mais, à l'intérieur, aucun rapport étroit et suivi n'existe entre le peuple et son gouvernement, il y a bien quelques gens et quelques groupes qui gravitent autour du président qui détient tous les pouvoirs. Mais ce sont des gens presque tous intéressés.

La grande stratégie consiste, de nos jours, à l'approche. Des clans se font et se défont pour atteindre ce but. On utilise des alliés permanents ou occasionnels. On fait appel aux services de toute personne susceptible de l'approcher. Les gens qui sont connus comme ayant accès auprès de lui sont sollicités, choyés et même tirillés par les divers groupes. Ils ont un grand nombre d'amis, chacun de ces derniers a le secret espoir qu'un mot en sa faveur puisse être placé à l'occasion d'une conversation.

L'intention peut aussi ne pas être louable et consister à vouloir discréditer un adversaire. La délation s'installe sans qu'aucune calomnie ne soit, confondue par la confrontation : c'est en faveur du groupe qui excelle le plus dans ce genre de combines que penche naturellement le plateau de la balance. Et le scénario continue, toujours de plus belle.

Ces mœurs ont commencé à percer dès que les opportunistes de tout bord se sont assurés que l'indépendance est devenue certaine, bien assise et irréversible. Alors, on les a vus, comme les escargots après les pluies, montrer d'abord timidement leurs cornes, puis ramper doucement pour faire leur petit chemin. Le président, d'abord sur ses gardes parce que prévenu et instruit de sa propre expérience, puis insensiblement, s'est laissé influencer par l'accent de sincérité de ces quémailleurs travestis en conseillers bénévoles qui sont arrivés, à force de persévérance dans la plénitude, à marquer de leurs empreintes les décisions les plus graves du Président.

La politique du gouvernement a ainsi progressivement échappé à la logique qui commande que les décisions à ce niveau doivent être prises, après discussion et confrontation des points de vue, au sein d'un aréopage responsable et bien habilité à cette fin. Ainsi, également, le Président a acquis le sentiment et même la conviction qu'il gouverne et gouverne bien, ne percevant pas les forces occultes souvent contradictoires qui l'inspirent indirectement dans son action.

Cette impression n'est-elle pas confirmée tous les jours par les manifestations de satisfaction et d'approbation qu'il constate partout et toujours ? Voici la presse, la radio, les applaudissements, les réalisations, les inaugurations... Donc, tout marche bien et l'avenir est rose. Mais il ne se rend pas compte que le monde est devenu malin. Pendant que le peuple observe et connaît toute la réalité cruelle qui se déroule devant ses yeux dans cette petite maison de verre, de l'autre côté, c'est à dire de celui des gens qui travaillent pour leur unique intérêt, il y a une machine formidable de tromperie. Sans avoir le cœur au travail réel, cette dernière catégorie soigne chacun sa petite réputation pour qu'elle parvienne aux oreilles du Président.

Et ce sont les manifestations spontanées, les poèmes, les conférences de presse à propos de tout et de rien, les créations de ce qui est déjà construit, les inaugurations de ce qui a été inauguré deux ou trois fois déjà, les tournées tapageuses d'inspection, les sanctions sporadiques pour redresser les brebis galeuses, les déclarations à l'aérodrome, etc... etc.

Mais il y a une fausse note dans tout cela. Dans presque toutes les déclarations, on retrouve à peu près ce même cliché : en exécution des ordres de Monsieur le Président dont je me fais l'interprète auprès de vous. Ces phrases se traduisent par le fait que l'orateur, non convaincu de ce qu'il dit et de ce qu'il fait, évite d'y assumer une responsabilité quelconque et prend la précaution de ménager l'avenir. Le jour venu, il se présentera comme un simple exécutant, ce qui serait au moins une circonstance atténuante.

Monsieur le Président,

Par cette lettre, j'ai voulu vous faire entendre la voix d'un militant que vous connaissez bien et dont vous n'ignorez point les idées qui ne sont pas nouvelles pour vous. La place me manque dans un document de ce genre et je ne peux malheureusement pas étayer cette courte dissertation par des chiffres, des dates et autres précisions sur cette évolution que j'ai évoquée et dont chaque jalon est marqué par une position que j'ai prise en toute loyauté, pour rectifier le courant.

Je pense, en mon âme et conscience, que j'ai suivi les événements, avec lucidité, à chacune de leurs manifestations. Issu du peuple ayant gravi tous les échelons de la hiérarchie syndicale et politique par mes propres moyens, reste en contact permanent avec le peuple malgré ma haute position sociale et les critiques et calomnies que cette situation m'attire, je suis resté à même de répondre à toutes les questions qui se posaient à moi sur le plan public sauf une : M. Bourguiba a-t-il vraiment besoin de tout cela ?

Je me suis très souvent posé cette question sans pouvoir y répondre malgré toutes les hypothèses que j'ai échafaudées. En admettant que Bourguiba, imbu de sa mission historique et au rôle qu'il croit de son devoir de jouer, juge nécessaire de rester au pouvoir le plus longtemps possible pour asseoir l'avenir du pays sur des bases solides, qui l'en empêcheraient s'il appliquait une politique démocratique ? Est-ce la meilleure voie qu'il considère comme étant la seule susceptible de le maintenir à la présidence de la République ?

Est-il nécessaire pour cela de recourir à des méthodes désuètes qui consistent à changer périodiquement d'équipe ou de collaborateurs enjouant les clans et en humiliant ses collaborateurs par le limogeage ou l'éloignement, pour les récupérer ensuite quand ils sont complètement finis ? Ou bien en intervenant dans les affaires intérieures des organisations nationales, qui ont contribué à la prise du pouvoir, pour les vider de toute substance ?

Ces méthodes, style XIXe siècle, ne peuvent avoir aujourd'hui d'efficacité que dans certains grands pays qui se suffisent à eux-mêmes et où de pareilles tactiques sont une goutte d'eau dans un océan. Elles ne sont pas valables dans un petit pays comme la Tunisie où tout se sait parce que tout le monde se connaît. Elles favorisent au contraire l'opportunisme, la corruption sous toutes ses formes, la dissolution des mœurs politiques à l'échelle de tout un peuple et discréditent par la même le régime.

En outre, au ressentiment populaire se joint la haine ineffaçable des cadres humiliés, même si ces derniers ont été récupérés et honorés. La détérioration de notre si belle situation au départ est très dangereuse actuellement, dans cette phase où le monde entier est en pleine ébullition, surtout en Afrique. Nous portons déjà une très lourde responsabilité dans l'évolution du continent africain où nous avons inauguré la mode du régime présidentiel s'appuyant sur le Parti unique. Nous sommes à l'âge du transistor et la contagion joue très facilement. Si nous ne nous ressaisissons pas à temps, nous risquons d'être entraînés nous-mêmes -dans le sillon que nous avons nous-mêmes tracé à l'Afrique, surtout que nos frontières sont une passoire.

Tabler sur la passivité du peuple tunisien, c'est se bercer d'illusions. Il a les ressorts les plus souples mais les plus solides et il ne faut pas oublier qu'à travers son histoire il a plus d'une fois recouru, en désespoir de cause, à la guérilla dont il est l'inventeur.

Et alors ? Que faire ? Vous devez certainement le savoir mieux que moi puisque vous êtes mon aîné et que vous êtes mieux placé. Je vais vous exposer mon raisonnement si vous voulez bien en tenir compte.

Bourguiba est un homme qui a accédé à la magistrature suprême avec un capital immense de crédit populaire. Ce crédit se serait perpétué indéfiniment s'il avait été compensé de votre part par une confiance équivalente dans le peuple et ses cadres. Or, cela n'a pas été le cas. Vous avez, au contraire, parlé de manque de maturité dans les campagnes et de régionalisme, ce qui est en contradiction avec toutes nos thèses de la période coloniale. En supposant que ce jugement soit fondé, qu'avons-nous fait pour parer à ces insuffisances et pour apprendre au peuple la démocratie d'une façon progressive. Voulons-nous, oui ou non, lui garantir un avenir stable et heureux ? Or, c'est le contraire qui est arrivé. La démocratie s'est rétrécie peu à peu comme une peau de chagrin. Pendant ce temps, l'homme de la rue se demandait : « *Est-ce que Si El Habib est bien informé de la situation ? Certainement, on le trompe* », il dit cela surtout quand il entend vos discours optimistes comprenant des détails, des chiffres ou des précisions fausses parce que fournis par des services ou des fonctionnaires sans scrupules.

Maintenant et depuis plus de trois ans déjà, l'homme de la rue ne fait plus le même commentaire. Le ton a changé et l'on dit : « *On sait maintenant où il va, son intention est de serrer toujours davantage* ». Vous pouvez démentir ces prévisions et commencer à aérer le régime en permettant aux courants d'idées de s'exprimer et aux compétences de se manifester dans la liberté.

Ainsi, par étapes graduées, vous pourrez édifier une véritable démocratie dans le pays lui garantissant la stabilité. Votre position n'en sera que plus renforcée et votre prestige grandi. Vous aurez, par la même occasion, facilité votre succession, une succession sans douleur. Sinon, après vous, c'est le chaos. Dans ce cas, votre action présente, quelle que soit la noblesse de ses mobiles, sera sévèrement condamnée par la postérité et votre passé glorieux sera nié parce que l'histoire a toujours jugé les hommes célèbres à travers leurs derniers résultats et non sur la base de leurs intentions ou de leurs actions premières.

Ces réflexions ne posent aucun dilemme. Il n'y a pas d'alternative, car la possibilité existe d'une Tunisie démocratique et stable jusqu'à la fin de ses jours. Ce n'est pas la simple vue de l'esprit et je précise en préconisant la démocratisation, je ne recommande pas l'ouverture subite de toutes les vannes, il y a lieu de commander par le Parti et les organisations nationales qui doivent redevenir les piliers d'acier, et non d'argile, du régime. L'opération consiste à les ranimer en leur permettant de se reconstruire librement à partir de la base, selon d'autres normes :

- Liberté locale de discussion et de décision avec faculté d'exprimer même publiquement leurs opinions ou programme par voie de presse.
- Liberté de choix de leurs responsables par voie électorale à tous les échelons.
- Règlement de leurs conflits intérieurs par leurs conseils librement élus à cette fin avec recours éventuel à la justice en cas d'appel.

Pour être effectives, ces mesures doivent s'accompagner de l'interdiction totale aux fonctionnaires d'autorité (police, garde, corps préfectoral, etc.) ainsi qu'aux magistrats d'adhérer aux associations politiques et aux syndicats professionnels. Même les membres du Parti devenus fonctionnaires des catégories ci-dessus doivent le quitter. Les ministres doivent le quitter. Les ministres doivent se mettre en congé du Parti. Ainsi, et ainsi seulement, la peur et la méfiance, avec tout ce qu'elles comportent d'hypocrisie et de calculs sordides disparaîtront pour céder la place à l'émulation franche saine et loyale même sous l'impulsion de convictions sincères.

Et si une appréhension quelconque subsiste quand au bon usage des libertés par ces organisations, on pourra adopter la législation en vigueur en la matière en y incluant des correctifs tirés de l'arsenal législatif très vaste et très varié des pays qui ont fait leurs preuves dans la démocratie.

Personnellement, je n'ai aucune crainte de ce côté-là car je suis rassuré par la richesse de notre pays en cadres compétents, dévoués et consciencieux. Cette première étape doit naturellement comprendre l'abolition de toute la législation d'exception qui donne aux autorités de larges pouvoirs sur la liberté des individus. Il y a, lieu, notamment, de penser à prendre le texte organique concernant le Conseil d'Etat et de pourvoir à sa mise en place dans les meilleurs délais. Il ne manque pas de juristes et de dirigeants politiques éprouvés pour faire fonctionner cette institution de la façon la plus conforme à l'intérêt supérieur du pays.

Dans la seconde étape, après deux ans environ, on peut envisager le retour aux urnes pour dégager une représentation nationale plus valable. Les élections municipales prévues pour mai 1966 pourront, en attendant, servir de test à condition qu'elles soient entourées des garanties démocratiques nécessaires et si les conditions ne sont pas remplies à cette date, on peut les renvoyer pour quelques temps et prendre les détails nécessaires à cette fin.

De toute façon, la pratique qui consiste à préparer en haut lieu les élections pour les orienter, les contrôler et les interpréter, doit cesser dans l'intérêt national bien compris. À cet effet, et pour ne pas continuer à bernier l'électeur, on peut limiter le nombre des listes à trois ou même à deux. Cette mesure ne serait pas conforme à la constitution dans le sens de la législation du tripartisme ou même du bipartisme et ce serait la seule innovation tunisienne qui portera ses fruits pendant que le Parti unique, souvent constitutionnel, est en train de provoquer les pires catastrophes sous d'autres cieux.

Enfin, dans la dernière étape, vous pourrez prendre une amnistie générale, en faveur de tous les condamnés politiques de l'intérieur et de l'extérieur pour permettre, surtout à ces réfugiés qui traînent un peu partout dans le monde, de rentrer au bercail et de servir leurs pays. Et tout cela sera votre œuvre, la plus belle œuvre de votre vie qui vous garantira une place de choix dans l'histoire. Vous aurez ainsi réalisé deux miracles. Et vous aurez prouvé au monde et à vous-même que, dans un pays jeune, on peut, malgré les avis contraires des soi-disant experts, instaurer la démocratie.

Personnellement, je suis sûr du succès, car je crois fermement à ces idées que j'ai mûrement réfléchies et pour lesquelles je continuerai de lutter jusqu'au dernier souffle de ma vie. Moi, j'ai l'espoir que le présent message serve entre nous de trait d'union et ressuscite la véritable communion de sentiments et de pensée qui nous a longtemps liées et qui a porté ses meilleurs fruits pour le bien de notre chère Tunisie. Avec mes sentiments les plus sincères.